

Des salaires qui aggravent la misère



**Avec un Smmg à 150 euros, les Algériens sont loin derrière les Marocains et les Koweïtiens ou encore d'autres travailleurs des pays arabes.**

Les annonces officielles d'augmentations des salaires dans certains secteurs d'activité ont provoqué l'effet boule de neige chez les travailleurs non touchés par la mesure ou jugeant leurs nouveaux gains dérisoires.

Un nouveau rebondissement sur le dossier des salaires vient d'être provoqué par le ministre de l'Education nationale. Boubekeur Benbouzid l'a annoncé à destination des fonctionnaires de son secteur.

Il promet une remise à niveau de leurs salaires pour combler l'écart existant avec ceux des autres employés bénéficiant des récentes augmentations. C'est le cas pour celles intervenues respectivement dans les secteurs de la santé, la Douane et la police, pour ne citer que ces derniers. Même les personnels de l'éducation ont été parmi ceux ayant vu leurs salaires augmenter mais cela leur paraît toujours insignifiant.

Le ministre s'est dit convaincu de la justesse de cette revendication et a décidé d'installer des commissions pour pallier ces disparités. En plus du dossier des salaires, quatre commissions sont déjà mises en place pour traiter du statut particulier, du régime indemnitaire, du logement et de la gestion des oeuvres sociales.

Ces commissions ont 10 jours pour boucler leur travail qui sera remis au ministre, lequel le soumettra au gouvernement. Les hausses des traitements des travailleurs sont une façon pour le pouvoir d'éviter le tsunami de la révolte populaire qui a déjà frappé la Tunisie, l'Egypte et d'autres pays de la région. L'espoir de disposer d'un pouvoir d'achat élevé est parmi les raisons qui poussent les citoyens dans la rue.

Le gouvernement lâche du lest face aux multiples appétits du peuple. Les Algériens, comme leurs voisins tunisiens, ne veulent plus de fausses promesses, car ils exigent des mesures concrètes.

Il n'y a qu'à voir les démonstrations faites par les syndicats des différents secteurs pour le constater. Les entreprises privées et publiques ont l'habitude d'augmenter les salaires d'une façon très timide. Pour 2011, il y a une croissance des budgets consacrés aux augmentations des salaires par les différents ministères.

Le vécu des Algériens renvoie à une réalité amère. Celle d'une sérieuse dégradation du pouvoir d'achat laminé par les hausses des prix. Les premiers mois de l'année en cours se sont singularisés par une envolée générale des prix des produits de large consommation qui a provoqué un violent vent de révolte sociale.

En l'absence d'une feuille de route claire des réformes économiques et sociales, l'Algérie ne pourra pas éviter une grave crise sociale comme ce qui se passe dans plusieurs pays arabes. Les économistes algériens n'ont eu cesse de le répéter. Même les experts allemands

## LES DERNIÈRES AUGMENTATIONS FERONT CHUTER LE POUVOIR D'ACHAT

Écrit par Idir TAZEROUT

Mercredi, 27 Avril 2011 00:00

---

intéressés par l'étude de l'économie le savent. L'un d'entre eux n'a pas exclu la poursuite des révoltes dans de nombreux autres pays arabes: Tunisie, Egypte, Libye, Maroc, Yémen... Dans le cas de l'Algérie, Hartmut Elsenhans préconise l'encouragement des exportations hors hydrocarbures pour régler le problème du chômage élevé chez les jeunes et disposer, de la sorte, de revenus.

Paradoxalement, il propose des salaires plus bas. Plusieurs économistes pensent que l'Algérie doit être capable de fournir des produits agricoles et manufacturés à des prix accessibles par rapport aux salaires. Malgré des subventions sociales de 15 milliards de dollars en 2011, les citoyens sont loin de nager dans le bonheur.

L'indice mondial du bonheur place le pays à la 46e place sur 60 autres nations représentant 85% de la population mondiale et 90% du PIB. C'est l'utilisation des revenus des ressources pétrolières et gazières qui se pose ainsi que la répartition de la rente qui génère d'importants moyens financiers. Les réserves de change s'élèvent à 150 milliards de dollars. Il est clair qu'avec un aussi faible salaire, le smicard ne peut que survivre, vu le coût de la vie.

L'intersyndicale, les syndicats de tout bord (Snapest, CLA Satef, Snte) pour l'éducation, le Snapap pour l'administration, ont appelé à des manifestations. Insatisfaits de leurs salaires, indemnités et future retraite, ils se sont succédé sur l'esplanade de la protesta.

Les sections syndicales des différentes entreprises à l'échelle nationale, ont menacé d'investir la rue. Les dernières revalorisations salariales décidées depuis, s'avèrent insignifiantes devant la hausse des prix de tous les produits sur le marché. Le 5 janvier, c'est le trust de l'huile et du sucre qui a mis le feu aux poudres.

La décision de subventionner les produits de large consommation et d'augmenter les salaires sont loin de constituer une réponse satisfaisante aux travailleurs. Avec un Snmg à 150 euros, les Algériens sont loin derrière les Marocains et les Koweïtiens ou encore d'autres travailleurs des pays arabes.

[L'EXPRESSION](#)